

cours des trois premières années d'administration du gouvernement Borden, malgré le fléchissement des revenus, a été exactement de \$80,483,595. En quinze ans, les libéraux donnèrent \$25,000,000, aux chemins de fer; en trois ans, le gouvernement Borden leur en donna \$29,163,250. Le budget des travaux publics, qui était de 8 millions en 1891, s'élevait à 19 millions en 1914; et ainsi de suite.

Mais je m'arrête, car ce que je viens de dire suffit pour démontrer ou plutôt pour rappeler que les dépenses de guerre n'ont pas été la seule cause ni le commencement du mauvais état de nos finances. Le gouvernement Borden, dès 1912 et 1913, a vu une crise sérieuse succéder à quinze années de prospérité.

Le gouvernement conservateur du temps l'admettait lui-même, puisque dans le discours du trône, à l'ouverture de la session, en janvier 1914, il faisait dire au Gouverneur:

Le Canada a joui des bienfaits d'une longue suite d'années prospères. (C'était faire l'éloge du précédent ministère Laurier, qui avait dirigé les affaires publiques pendant nombre d'années.)

Actuellement, les affaires sont gênées par une crise financière.

Comme conséquence de cette crise, la classe agricole se plaignait alors et avec raison de la cherté de la main-d'œuvre, du manque de marchés pour ses produits.

Tous se plaignaient alors de la vie chère. Le coût de la vie augmenta alors de moitié au Canada. Et le Gouvernement restait inactif devant la crise. C'est pourquoi sir Wilfrid Laurier, alors chef de l'opposition libérale, proposa d'ajouter les mots suivants au discours du trône de janvier 1914:

Nous regrettons d'avoir à représenter à votre Altesse Royale que bien que le gracieux discours par lequel elle a ouvert la présente session du parlement reconnaisse que les affaires sont dans une condition de dépression, cependant il n'y a aucune indication ou intention de la part de vos aviseurs de prendre des mesures pour remédier à cet état de choses.

Ce fut ce gouvernement inhabile et prodigue qui eut à administrer notre pays pendant la guerre.

A cette époque difficile, le gouvernement tory avait une politique financière qui se résumait en un seul article, "l'emprunt à jet continu".—Politique dangereuse, car elle était une excitation permanente au gaspillage.—Politique à courte vue parce que les emprunts répétés ont largement contribué à nous mettre dans la situation difficile dans laquelle nous nous débattons et n'ont pas été étrangers au progrès constant—même en temps de paix—de la vie chère.

Le parti tory a dû ajouter aux emprunts des impôts, voilà tout leur système financier; il est simple et ruineux.

(M. Prévost.)

Souffrez, monsieur l'Orateur, que je m'arrête quelques instants aux dépenses de la guerre.

On dit quelquefois aux libéraux: Vous êtes aussi coupables que les tories et vous portez avec eux la responsabilité de notre gâchis financier puisque, à la Chambre, vous avez voté toutes les dépenses de la guerre sans protester.

Telle n'est pas la vérité. Certes, les libéraux ne s'opposèrent pas à ce que le Canada prît part à la guerre. Notre pays ne pouvait rester neutre dans le grand conflit sans se déshonorer; les libéraux n'ont fait que leur devoir en votant les dépenses nécessitées par les circonstances. Mais, toujours ils demandèrent que notre participation à la guerre fût volontaire et rationnelle. Dans ces dépenses de guerre il y en a de légitimes, de raisonnables, dont les libéraux prennent sans peur leur part de responsabilité. Mais ils ont sans cesse protesté contre les gaspillages de l'administration tory. Ouvrez le *hansard* de 1915, 1916, 1917, 1918 et vous y verrez les protestations et les critiques de l'opposition libérale au sujet des scandaleux contrats de guerre: contrats de chevaux, de chaussures, d'équipement et d'habillement de soldats, d'articles pharmaceutiques, d'obus et de fusils, etc., contrats qui ont enrichi les favoris de l'administration tory, à même les fonds sacrés votés pour la guerre. Deux députés conservateurs furent même forcés de démissionner après les dénonciations des libéraux.

Ces derniers ne cessèrent de dénoncer la manière inconsidérée avec laquelle le gouvernement tory nous plongeait dans la guerre sans garder de mesure ni de proportion, sans considérer les intérêts et les besoins de notre pays.

Sir Wilfrid Laurier, logique avec lui-même et fidèle à sa politique de participation raisonnable et raisonnée au conflit mondial, disait à la Chambre, le 24 juillet 1917:

Il s'agit de savoir combien nous pouvons enlever d'hommes à l'activité nationale à l'heure qu'il est, sans mettre en péril les services publics indispensables à ce pays. A mon avis, c'est là un problème que le ministère (Borden) n'a pas assez approfondi. Il a pris part à cette guerre sans faire de calculs préalables, sans procéder au dénombrement de nos ressources en hommes et autrement.

Quelques jours après, dans une lettre que sir Wilfrid Laurier écrivait, le 21 août 1917, à M. Frank Wise, secrétaire de la ligue "Win the War", de Toronto, l'homme d'Etat canadien disait:

Dans le nouveau parlement, je crois qu'il est du devoir du chef de la majorité, quel qu'il soit, de conférer immédiatement avec la Grande-Bretagne et ses alliés afin de savoir comment et dans quelle mesure la participation du Canada peut être utilisée pour le plus grand avantage, prenant en considération, d'un